



**Conseil d'administration  
de l'Entité des Nations Unies  
pour l'égalité des sexes  
et l'autonomisation des femmes**

Distr. : générale  
10 décembre 2021

Français  
Original : anglais

---

**Première session ordinaire de 2022**

14 et 15 février 2022

Point 4 de l'ordre du jour provisoire

**Évaluation**

**Données factuelles et enseignements sur les types de  
soutien d'ONU-Femmes :  
une métasynthèse des évaluations d'ONU-Femmes<sup>1</sup>**

*Résumé*

Le présent rapport réunit un ensemble d'observations et de données probantes issues de 67 évaluations institutionnelles et décentralisées, au sujet des principaux types de soutien fournis par ONU-Femmes pendant la période de son Plan stratégique (2018-2021). Les données d'évaluation s'articulent autour des éléments suivants : l'appui normatif, la fourniture de conseils de politique intégrée, le leadership éclairé, les activités de renforcement des capacités et d'assistance technique, et les activités de sensibilisation et de mobilisation sociale. Sur la base de ces évaluations, le rapport présente les principales observations, les bonnes pratiques ainsi que les divers obstacles, en mettant l'accent sur certains domaines thématiques et zones géographiques.

Cette métasynthèse s'adresse avant tout aux parties prenantes internes d'ONU-Femmes, y compris au Conseil d'administration et au personnel de l'organisation.

## **I. Introduction**

1. Cette métasynthèse vise à réunir des observations et des données probantes issues de 67 évaluations institutionnelles et décentralisées, au sujet des principaux types de soutien fournis par ONU-Femmes pendant la période de son Plan stratégique (2018-2021). Les activités opérationnelles d'ONU-Femmes impliquant des

---

<sup>1</sup> Remarque : le présent document a été élaboré dans son intégralité par ONU-Femmes.

partenariats comportent plusieurs types d'appui en fonction de l'avantage comparatif de l'Entité. Ceux-ci incluent l'appui normatif, la coordination des Nations Unies sur les questions ayant trait à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, la fourniture de conseils de politique intégrée, le développement des capacités, les activités de sensibilisation et de mobilisation sociale et l'assistance technique pour les services essentiels.

2. Le nouveau Plan stratégique (pour la période 2022-2025) a pour objectif d'orienter les activités d'ONU-Femmes pour les quatre prochaines années. Il est axé sur le respect de l'échéance de 2030 pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD). Cette métasynthèse porte essentiellement sur les types de soutien d'ONU-Femmes qui n'ont pas été couverts dans les récentes synthèses et évaluations et qui sont mis en évidence dans le nouveau Plan stratégique. Il s'agit du soutien normatif, de la fourniture de conseils de politique intégrée et du leadership éclairé, des activités de renforcement des capacités et d'assistance technique ainsi que des activités de sensibilisation et de mobilisation sociale<sup>2</sup>. Sur la base des évaluations analysées, elle présente les principales observations, les bonnes pratiques ainsi que les divers obstacles, en mettant l'accent sur certains domaines thématiques et zones géographiques.

## **A. Objectif et portée**

3. La métasynthèse alimente la base de connaissances organisationnelles d'ONU-Femmes et s'adresse avant tout aux parties prenantes de l'Entité, y compris au Conseil d'administration et au personnel de l'organisation. L'analyse présentée ici s'inscrit dans une perspective d'avenir et établit des liens avec les approches clés proposées dans le nouveau Plan stratégique.

4. Parmi les documents qui ont servi à la rédaction de cette métasynthèse figurent des évaluations de portefeuilles d'institutions, de régions et de pays menées par le Service indépendant d'évaluation d'ONU-Femmes entre 2018 et 2020, deux évaluations mondiales de 2018 ainsi que plusieurs évaluations décentralisées conduites en 2019 et 2020 par d'autres bureaux de programme d'ONU-Femmes avec l'aide d'évaluateurs externes. Les évaluations jugées « satisfaisantes » selon le système global d'évaluation et d'analyse des rapports d'évaluation ont également été prises en compte, portant le total des évaluations à 67, parmi lesquelles quatre ont été complétées en 2018, 32 en 2019 et 31 en 2020. La majorité d'entre elles ont été rédigées en anglais (52), 11 évaluations sont en espagnol et quatre en français.

5. L'échantillon d'évaluations présente une bonne distribution géographique. La majorité des évaluations proviennent des Amériques et des Caraïbes – elles composent 21 % de l'échantillon. Viennent ensuite les évaluations d'Afrique de l'Est et d'Afrique Australe ainsi que d'Asie et du Pacifique (16 % pour chacune de ces régions), suivi de celles d'Europe et d'Asie centrale et des États arabes (12 % pour chacune de ces régions), et des évaluations institutionnelles (10 %). Les évaluations d'Afrique de l'Ouest et centrale représentent quant à elles 7 % de l'échantillon. Enfin,

---

<sup>2</sup>Le soutien fourni dans le cadre du mandat de coordination du système des Nations Unies a été largement analysé dans la métasynthèse de 2020. L'assistance technique aux services essentiels ainsi que d'autres types d'assistance technique et de renforcement des capacités seront quant à eux examinés conformément à la formulation du nouveau plan stratégique.

les évaluations décentralisées menées par les services programmatiques du siège que les évaluations interrégionales comptent pour 3 % de l'échantillon.

## B. Approche et méthodologie

6. La métasynthèse adopte une approche basée sur la théorie en développant un cadre d'analyse permettant de relier les types de soutien à la théorie du changement d'ONU-Femmes. Des définitions détaillées pour chacun des principaux types de soutien ont été utilisées pour créer une structure de codage complète. En outre, les observations ont été structurées autour des résultats, des bonnes pratiques et des limites<sup>3</sup>.

7. Une combinaison de méthodes qualitatives et quantitatives a été employée pour évaluer les données probantes, extraire les tendances émergentes et les observations clés, et développer des possibilités pour l'avenir<sup>4</sup>.

### Limites

8. Comme pour toute métasynthèse, l'analyse et les conclusions de ce rapport sont limitées au niveau et à l'ampleur des informations de l'échantillon d'évaluation. Certains types de soutien ont été couverts de manière plus approfondie ; les enseignements tirés de ces domaines sont par conséquent plus riches et plus nuancés. Par exemple, les 67 évaluations abordaient les efforts de renforcement des capacités, alors que 40 d'entre elles faisaient mention de la fourniture de conseils en matière de politique. Dans la mesure du possible, l'analyse tient compte de cette réserve dans son recensement des données probantes.

9. En raison des variations géographiques dans l'échantillon d'évaluations, certaines régions sont plus représentées. Pour pallier cette difficulté, les auteurs du rapport ont veillé à ce que des faits saillants soient présentés à titre d'exemple d'une manière qui rende compte de cette diversité géographique.

## II. Conclusions sur les principaux types de soutien

10. Bien que la couverture des quatre principaux types de soutien fournis par ONU-Femmes varie au sein de l'échantillon, chaque type de soutien est relativement bien représenté dans la métasynthèse. Comme le montre le tableau 1, les services de renforcement des capacités et d'assistance technique d'ONU-Femmes sont couverts par l'ensemble des 67 évaluations ; le soutien aux activités de sensibilisation et de mobilisation sociale est traité dans la majorité des évaluations (85 %, ou 58 évaluations) ; l'appui normatif est abordé dans 42 évaluations (62 %) et ; les conseils en matière de politique, qui constituent le type de soutien le moins représenté dans l'échantillon, sont examinés dans 40 évaluations (59 %)<sup>5</sup>.

<sup>3</sup>Voir l'annexe 2 pour les définitions.

<sup>4</sup>En plus des examens sur dossier, le logiciel NVivo a été utilisé pour recenser et analyser systématiquement l'ensemble des données d'évaluation.

<sup>5</sup>Pour qualifier la fréquence à laquelle une observation a été relevée sur un résultat donné, les indicateurs utilisés dans la présente synthèse sont conformes à ceux utilisés dans les précédents rapports, à savoir : La plupart = plus de 75 % des évaluations contiennent une observation ou une conclusion en lien avec le résultat concerné ; nombre d'entre elles = entre 51 % et 75 % ; certaines/plusieurs = entre 20 % et 50 % ; quelques-unes = moins de 20 %.

11. Tableau 1 : couverture des types de soutien fournis par ONU-Femmes.

Type de soutien	Nombre d'évaluations	Fréquence
Appui normatif	42	62 %
Fourniture de conseils de politique intégrée	40	59 %
Renforcement des capacités et assistance technique	67	100 %
Sensibilisation et mobilisation sociale	58	85 %

*Source* : Données compilées par l'équipe de rédaction de la métasynthèse.

## A. Appui normatif

### Principales observations

12. Les évaluations ayant trait à l'appui normatif ont montré que, à plusieurs reprises, ONU-Femmes a contribué à la création de lois et de politiques visant à protéger les droits des femmes et soutenant les mécanismes d'intégration de la question du genre dans les cadres juridiques à l'échelle nationale, renforçant ainsi ces derniers. Elles ont également indiqué qu'ONU-Femmes a fourni une assistance technique et a soutenu les activités de sensibilisation en vue de l'adoption de lois en faveur de la représentation des femmes dans la gouvernance. L'Entité a également apporté un soutien technique aux lois et politiques visant à faire progresser l'égalité des sexes et la prise en compte de la dimension de genre dans diverses lois. S'appuyant sur une combinaison d'assistance technique et d'activités de sensibilisation, elle a travaillé avec les ministères nationaux et locaux de plusieurs pays afin d'encourager l'adoption de budgets tenant compte des questions de genre, ainsi que l'élaboration de politiques et d'une planification sensibles au genre. De même, ONU-Femmes a soutenu la réalisation de plusieurs évaluations législatives de référence et le développement de divers projets de loi.

13. En invitant et en soutenant la représentation des parties prenantes gouvernementales dans les forums internationaux, ONU-Femmes s'est efforcée de favoriser le respect des cadres normatifs mondiaux, conformément aux ODD. L'évaluation de la contribution d'ONU-Femmes en matière d'action humanitaire a reconnu la participation de l'Entité aux cadres normatifs pertinents, aux politiques et aux forums mondiaux, par exemple au Sommet mondial sur l'action humanitaire où sa contribution a permis de promouvoir l'élaboration de politiques et de programmes de réponse humanitaire sensibles aux questions de genre. ONU-Femmes a su tirer parti de plateformes telles que la Commission de la condition de la femme pour favoriser le dialogue entre les gouvernements et les organisations de femmes.

14. La clé de tous ces efforts a été d'assurer et de renforcer l'inclusion des organisations de femmes dans les négociations intergouvernementales, d'aider les gouvernements à créer des groupes chargés des questions relatives à l'égalité des sexes, et de soutenir les gouvernements par l'intermédiaire de coordonnateurs pour les questions connexes. On peut par exemple citer les efforts déployés par ONU-Femmes en vue de mettre un terme à la violence à l'égard des femmes en Bosnie-Herzégovine, où l'Entité a travaillé en étroite collaboration avec les mécanismes de promotion de l'égalité des sexes à l'échelle du pays pour soutenir le Plan d'action national pour l'égalité des sexes. De même, au Mexique, ONU-Femmes a contribué au renforcement des institutions responsables de l'égalité des sexes dans le pays, à la création de mécanismes veillant à la prise en compte des questions de genre dans les politiques publiques et à l'alignement des cadres normatifs sur les engagements internationaux.

### Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

15. Plusieurs évaluations couvrant diverses zones géographiques ont souligné le travail réalisé par ONU-Femmes en collaboration avec les gouvernements et les organisations de femmes pour soutenir la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF).

Par exemple, au Bangladesh, les organisations de la société civile ont pu, grâce à l'appui d'ONU-Femmes, jouer un rôle de premier plan dans les activités de sensibilisation et de mobilisation pour la mise en œuvre de la CEDEF par l'État. Au Guatemala, ONU-Femmes et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ont conjointement épaulé la mise en œuvre de la CEDEF par la Guatemala Strategic Women's Alliance en apportant un soutien technique et financier aux organisations de femmes rurales et autochtones. En Thaïlande, ONU-Femmes a aidé le gouvernement à mettre en œuvre la CEDEF et à établir des rapports sur ce sujet, en plus de formuler des orientations techniques en vue d'alimenter les plans nationaux conformément à la CEDEF. L'Entité a également facilité la coopération Sud-Sud sur la question (par exemple, entre l'Uruguay et le Mexique). Au niveau régional, le programme d'ONU-Femmes pour l'Europe et l'Asie centrale visant à mettre fin à la violence à l'égard des femmes est parvenu à obtenir des résultats conformément à la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique et à la CEDEF en promouvant la voix et la capacité d'agir des femmes.

### **Bonnes pratiques**

16. Un certain nombre de bonnes pratiques ont été mises en évidence dans les évaluations, compte tenu de l'ampleur de l'appui normatif d'ONU-Femmes. L'une des pratiques clés consistait à favoriser les alliances à long terme et les partenariats mutuellement bénéfiques à l'échelle des pays avec divers ministères, acteurs non étatiques et organisations de la société civile. L'appui continu à l'établissement de normes, de concert avec un éventail d'acteurs, s'est avéré une stratégie efficace pour ONU-Femmes. D'autre part, les engagements à long terme ont consolidé la légitimité des partenariats qui, combinés à la réputation d'ONU-Femmes, constituent un élément important de la mise en place de canaux d'influence. Ainsi, d'un point de vue normatif, l'évaluation institutionnelle sur la gouvernance et la planification nationale conduite par le Service indépendant d'évaluation a souligné l'importance de nouer des relations et a constaté que la valeur ajoutée d'ONU Femmes pourrait être considérée comme résidant dans sa capacité à développer des espaces politiques ou des politiques pour la prise en compte des questions de genre, souvent en fournissant un appui technique, en établissant des liens entre les parties prenantes et en créant des possibilités de dialogue. Au niveau mondial, ONU-Femmes a assuré une coordination stratégique avec d'autres instances des Nations Unies et a participé à plusieurs programmes conjoints des Nations Unies visant à améliorer la prise en compte des questions de genre dans les cadres normatifs mondiaux.

17. L'alignement sur les priorités nationales et internationales constitue un autre facteur important. Les interventions d'ONU-Femmes étaient généralement bien conformes aux cadres normatifs et répondaient aux besoins et aux attentes des parties prenantes locales. En outre, l'Entité a démontré sa capacité à s'adapter aux différentes perspectives politiques. Une autre bonne pratique en lien avec celle abordée ci-dessus a été d'encourager l'appropriation nationale et les champions nationaux pour garantir la durabilité. Ainsi, au Bangladesh, ONU-Femmes a permis au ministère concerné de jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration de politiques migratoires tenant compte des questions de genre aux échelles nationale, régionale et mondiale. Elle a également réussi à organiser des réunions et à favoriser la participation des femmes aux débats nationaux et internationaux, notamment sur les priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité en Palestine.

## **Obstacles**

18. L'un des principaux obstacles à la mise en place d'un appui normatif efficace réside dans la nécessité de créer un engagement à long terme avec plusieurs niveaux de gouvernement en vue de soutenir les cadres normatifs. Dans de nombreux cas, la fréquente succession de responsables gouvernementaux a généré une perte de capacité au sein des ministères. Il peut s'avérer difficile de nouer le dialogue avec les gouvernements, ONU-Femmes doit donc veiller à travailler avec divers échelons gouvernementaux et pas simplement avec les principaux ministères. Cet élément peut être important durant la phase d'élaboration du programme pour favoriser son appropriation et sa durabilité.

19. Un autre obstacle réside dans le manque de soutien à la mise en œuvre de cadres normatifs et de politiques tenant compte des questions de genre. Certains des facteurs à l'origine de cette difficulté échappent au contrôle direct d'ONU-Femmes. Il s'agit notamment des normes sociales discriminatoires, des défis ou de l'instabilité politiques et, le plus souvent, du manque de budget et de plans de mise en œuvre. Notons que la mise en œuvre a également été entravée par l'absence de données ventilées et de systèmes de suivi. Plusieurs analyses attirent l'attention sur les méthodes de suivi et d'évaluation inadaptées dans ce domaine – l'allocation insuffisante de ressources y est citée comme la principale contrainte. Les évaluations n'ont pas donné une bonne représentation de l'appui d'ONU Femmes à la mise en œuvre des cadres. La plupart des rapports ont cependant reconnu que ce soutien nécessiterait des engagements à plus long terme, et des améliorations dans la disponibilité de données de base et de suivi pertinentes permettant de mesurer les progrès en matière d'égalité des sexes.

20. D'autres obstacles internes ont également été identifiés, notamment les méthodes inadéquates d'évaluation des besoins et le manque de cohérence. Les initiatives d'ONU-Femmes ont, par moment, semblé prises au coup par coup. En outre, l'Entité est apparue comme étant impliquée dans un large éventail d'activité et ne concentrant pas ses efforts de manière stratégique. Enfin, ONU-Femmes pourrait également améliorer ses systèmes de formation internes et renforcer ses propres capacités en matière de gestion des risques liés aux transitions politiques.

## **B. Fourniture de conseils de politique intégrée**

### **Principales observations**

21. La plupart des évaluations traitant de la fourniture de conseils de politique intégrée ont montré que des résultats en matière de lois et de réformes nationales et locales ont été obtenus. ONU-Femmes a mené plusieurs activités d'appui technique, de sensibilisation et de renforcement des capacités tout en travaillant avec les organisations de la société civile et les gouvernements pour garantir l'inclusion de diverses parties prenantes dans l'élaboration des lois. L'Entité a, par exemple, contribué à éliminer la violence contre les femmes en menant des campagnes de sensibilisation et en fournissant un appui technique aux politiques visant à lutter contre la violence à l'égard des femmes et des filles au Bangladesh, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, au Paraguay, en Ouganda et au Viet Nam.

22. Elle a également apporté son appui à l'élaboration de conseils en matière de politiques en produisant des recherches pertinentes. On peut notamment citer le programme Eid bi Eid en Jordanie, où ONU-Femmes a travaillé sur une recherche abordant les questions de genre et la réforme fiscale, en collaboration avec le ministère du Développement social, ou encore l'enquête nationale sur le harcèlement sexuel des femmes sur le lieu de travail, en collaboration avec le ministère des Femmes et du Développement de l'enfance en Inde. Au Viet Nam, ONU-Femmes s'est appuyé sur les recommandations de son évaluation tenant compte des questions de genre pour influencer avec succès l'adoption d'un code du travail plus sensible aux questions de genre. Des initiatives conjointes similaires avec l'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'Agence des États-Unis pour le développement (USAID) ont également été couronnées de succès en Géorgie, où elles ont contribué à l'approbation d'un nouveau code du travail qui intègre les questions relatives à la protection contre le harcèlement sexuel sur le lieu de travail.

### **Objectifs de développement durable**

23. ONU-Femmes a apporté son aide aux gouvernements en vue d'améliorer la production et l'utilisation de statistiques sur le genre, en particulier celles qui permettent de mesurer les progrès vers la réalisation des ODD et la mise en œuvre des objectifs liés à l'égalité des sexes des ODD. L'évaluation institutionnelle sur la gouvernance et la planification nationale a révélé qu'ONU-Femmes avait collaboré avec les partenaires nationaux et dirigé la mise au point d'une méthodologie permettant de mesurer l'indicateur 5.c.1 des ODD : « Proportion de pays dotés de systèmes permettant de suivre et de rendre public le montant des ressources allouées à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes ». Au Salvador, à la demande du Gouvernement, ONU-Femmes a soutenu le suivi des indicateurs des ODD en se concentrant particulièrement sur l'ODD 5, et a également contribué à l'identification et l'élaboration d'indicateurs nationaux pour la mise en œuvre du programme national de développement durable. En Inde, ONU-Femmes a obtenu de la part du ministère des Statistiques et de la Mise en œuvre des programmes, l'engagement de combler les lacunes existantes en matière de données sur le genre par le biais d'une enquête nationale sur les budgets-temps. Cette enquête alimentera la mise en œuvre des objectifs de genre inclus dans les ODD aux niveaux infranational et national.

### **Bonnes pratiques**

24. La prise en compte du contexte local et l'action en temps opportun figurent parmi les bonnes pratiques mises en évidence dans les évaluations. Ces éléments étaient le fruit de l'organisation de consultations avec diverses parties prenantes et de la création d'espaces de collaboration. Ainsi, l'évaluation du programme intitulé « Standards and Engagement for Ending Violence against Women and Domestic Violence in Bosnia and Herzegovina » (Normes et mesures mises en place pour éliminer les violences faites aux femmes et la violence domestique en Bosnie-Herzégovine) a révélé que ce projet tombait à point nommé puisque le Gouvernement était déjà en train d'élaborer une nouvelle loi sur la protection contre la violence domestique. Cela a permis de l'harmoniser avec la Convention d'Istanbul en plus de susciter un plus grand intérêt pour la question de la part des différentes parties prenantes. En Colombie, ONU-Femmes a collaboré avec la Legal Commission for Women's Equity et le Congressional Women's Caucus en vue de soutenir le suivi législatif tenant compte des questions de genre et d'identifier les avancées en matière de droits des femmes et d'égalité des sexes.



25. La production de recherches pertinentes, qui facilitent les débats et la sensibilisation autour des questions de politique, constitue une autre bonne pratique. Des travaux de recherche ponctuels tenant compte des principaux problèmes peuvent favoriser l'adoption de processus qui prennent en considération la question de l'égalité des sexes. L'évaluation institutionnelle des programmes phares d'ONU-Femmes a montré que le rapport intitulé *Le progrès des femmes dans le monde* a présenté des recherches solides qui ont contribué à façonner la compréhension contextuelle du personnel de l'Entité sur différentes questions et, dans une certaine mesure, a facilité le travail des défenseurs, de la société civile, des gouvernements et des médias en leur donnant accès à divers éléments de preuve convaincante. Cette évaluation a révélé certains cas d'influence sur les interventions liées aux programmes et aux politiques, qui s'est avérée plus forte lorsque les utilisateurs potentiels ont été impliqués au début de la recherche. Au Paraguay, les parties prenantes interrogées dans le cadre de l'évaluation du portefeuille national ont reconnu que l'appui solide apporté par ONU-Femmes a contribué au renforcement général des connaissances sur les inégalités de genre dans le pays. On peut également citer l'exemple du Programme genre, paix et sécurité au Zimbabwe, pour lequel ONU-Femmes et ses partenaires ont rédigé un document et des notes d'orientation visant à promouvoir l'intégration des perspectives de genre au sein des prisons, qui ont été approuvés par le Commissaire général des prisons. En Inde, le programme quinquennal « Promoting women's political leadership and governance in India and South Asia » (Promouvoir le leadership politique et la gouvernance des femmes en Inde et en Asie du Sud) s'est attaqué au manque d'éléments probants crédibles sur le leadership des femmes. Pour ce faire, des modules de formation clés ont été développés et des recherches sur des sujets connexes au niveau national et au niveau de l'État ont été menées. Par exemple, l'analyse de l'inclusion dans les forces de maintien de la paix a donné lieu à des débats constructifs avec le personnel au sujet de la fin des violences sexuelles liées aux conflits.

### **Obstacles**

26. Le soutien inadapté à la mise en œuvre compte parmi les problèmes les plus souvent cités en ce qui concerne le soutien fourni sous forme de conseils en matière de politique. La voie qui mène de la promulgation à la mise en œuvre demande des ressources substantielles en termes de temps, d'efforts et de financement. Dans leur grande majorité, les évaluations ayant trait à la mise en œuvre des politiques soulignent la faiblesse de la volonté politique et le manque de financement adéquat. Au Pakistan, par exemple, l'évaluation portant sur l'autonomisation économique des femmes travaillant à domicile et des groupes exclus a révélé que le défi du financement de la sécurité sociale inscrite dans les lois n'avait pas été résolu par les différents gouvernements provinciaux. Au Népal, l'évaluation des programmes d'autonomisation économique des femmes a révélé que les progrès réalisés par rapport à l'indicateur 2.1.1 (nombre de politiques/stratégies/plans d'action/directives économiques sensibles aux questions de genre adoptés/modifiés conformément aux recommandations de la CEDEF) avaient quelque peu été interrompus en raison de la période de transition vers une nouvelle structure fédérale qu'a connue le pays.

## **C. Renforcement des capacités et assistance technique**

## **Principales observations**

27. Comme l'ont souligné plusieurs évaluations, le renforcement des capacités nationales est l'une des principales activités d'ONU-Femmes. ONU-Femmes a soutenu le développement des capacités des institutions nationales et des organisations de la société civile dans de nombreux domaines, notamment la gestion axée sur les résultats, le suivi et l'évaluation, les statistiques sur le genre ainsi que la gouvernance, les lois et les politiques sensibles au genre. ONU-Femmes a aligné ces efforts en fonction des besoins du pays en adaptant ses activités et en facilitant les échanges avec d'autres gouvernements par le biais de forums et de réunions internationales. Les exemples positifs de collaboration avec les gouvernements sont notamment les suivants :

- En Colombie, ONU-Femmes a contribué aux processus de renforcement des capacités et de consolidation des institutions afin d'offrir aux femmes et aux filles davantage de possibilités de vivre à l'abri de la violence basée sur le genre. Par ailleurs, grâce à l'appui qu'elle fournit aux observatoires territoriaux du genre et au système d'information intégré sur la violence de genre, ONU-Femmes (en collaboration avec les institutions gouvernementales) augmente progressivement la prise en compte des données dans les interventions de l'État sur ces questions.
- Au Timor-Leste, le programme pour les femmes, la paix et la sécurité d'ONU-Femmes a aidé les institutions chargées de la sécurité et leur personnel à renforcer leurs connaissances afin qu'ils puissent promouvoir la sécurité des femmes et leur accès à la justice.
- Au Libéria, ONU-Femmes a renforcé les capacités des fonctionnaires travaillant dans les secteurs de la sécurité et de la justice ainsi que des représentants des organisations de la société civile dans l'optique de faire progresser les questions ayant trait à la sécurité inclusive dans le pays. L'évaluation a montré que les efforts catalytiques du programme ont donné lieu à une meilleure compréhension de la sécurité inclusive, de l'égalité des sexes ainsi que des femmes, de la paix et de la sécurité – un élément essentiel à la mise en place d'une paix durable dans les communautés et à l'échelle nationale.
- En République centrafricaine, ONU-Femmes a travaillé au développement des capacités du Gouvernement et des activités de sensibilisation ont été mises en place pour obtenir des budgets pour améliorer la participation politique des femmes. Ajoutons que le Réseau des femmes parlementaires a aussi bénéficié d'un appui logistique et d'un appui aux infrastructures à long terme.
- Au Malawi, le programme de gouvernance basée sur le genre a contribué à améliorer la capacité du Parliamentary Women's Caucus et leurs contributions en faveur d'une législation tenant compte des questions de genre lors des débats parlementaires. Les parties prenantes du Parlement malawien ont noté que le programme a entraîné une nette amélioration de la participation des femmes parlementaires aux débats généraux et de leurs contributions aux problématiques touchant les femmes.
- En Éthiopie, le programme conjoint sur l'autonomisation économique des femmes issues des milieux ruraux a amélioré la capacité des fonctionnaires à effectuer des analyses de genre et à intégrer des indicateurs sensibles au genre

dans la planification et la gestion des programmes. Cela a renforcé les connaissances et les compétences en matière d'intégration de la dimension de genre et a permis aux experts au niveau des districts de commencer à planifier les activités futures en tenant compte de la dimension de genre.

28. ONU-Femmes a également œuvré en faveur du renforcement des capacités des organisations de la société civile. Ainsi, le programme régional visant à mettre fin à la violence à l'égard des femmes dans les Balkans occidentaux et en Turquie s'est concentré sur le renforcement des capacités des prestataires de services des organisations de la société civile de manière à ce qu'ils puissent répondre aux cas de violence à l'égard des femmes, améliorer la prise en charge de ces cas et travailler avec la police locale dans différentes municipalités en vue de créer des directives ou des plans de protection des victimes issues de communautés minoritaires ou marginalisées. Le projet « Reducing Child Marriage in Malawi and Zambia » a, quant à lui, permis de développer la capacité des institutions à mettre en œuvre la législation sur la fin du mariage des enfants et a renforcé les politiques de réadmission à l'école. Cela a favorisé la mise en place d'un environnement propice au retour à l'école en toute sécurité des enfants ayant survécu à un mariage. Les engagements en matière de renforcement des capacités à plus long terme sont moins fréquents, mais ont été identifiés comme un domaine à approfondir. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'approche globale adoptée par ONU-Femmes a consisté à obtenir des engagements à long terme de la part des partenaires et à investir dans le mentorat et le renforcement des capacités institutionnelles.

29. Les évaluations institutionnelles sur la gouvernance et la planification nationale et les plans d'action nationaux sur les femmes, la paix et la sécurité ont trouvé des éléments de preuve solides sur l'appui technique que fournit ONU-Femmes à ses partenaires. Les évaluations ont également mis en avant l'importance de ce type de soutien dans le développement d'outils de lutte contre la violence à l'égard des femmes. Par exemple, l'évaluation du programme de mobilisation sociale du bureau multipays d'ONU-Femme aux Caraïbes visant à mettre fin à la violence basée sur le genre a noté l'importance du soutien technique à la mise en œuvre du programme par le biais d'outils et de ressources. L'évaluation du programme régional visant à mettre fin à la violence à l'égard des femmes dans les Balkans occidentaux et en Turquie a également reconnu que le soutien technique de l'Entité a été particulièrement bénéfique aux organisations locales et a permis aux organisations de mise en œuvre d'augmenter leurs capacités de gestion de projets similaires.

### **Formation et compétences**

30. ONU-Femmes fournit un soutien par le biais de formations dans les quatre principaux domaines thématiques. Parmi les exemples, citons les formations professionnelles en Jordanie ; la sensibilisation aux questions ayant trait aux droits et aux lois au Maroc ; la formation de conseillères supportant l'établissement d'une législation sexospécifique dans les conseils locaux en Ouganda ; la formation au leadership pour les femmes Q'eqchi qui ont survécu à des actes de violence au Guatemala ; la formation de femmes dirigeantes sur le rôle des femmes dans la gestion des conflits en République centrafricaine ; les compétences et les connaissances liées au cadre du programme sur les femmes, la paix et la sécurité en Palestine, et ; les formations axées sur la consolidation de la paix et sur le leadership des femmes au Kenya. Dans de nombreux cas, les formations ont impliqué un modèle de « formation des formateurs » pour favoriser la durabilité.

31. Dans le domaine de l'autonomisation économique des femmes, ONU-Femmes a organisé des formations sur les compétences permettant de créer des revenus ainsi que sur le marketing, la gestion financière, les possibilités de subventions et le développement d'activités afin de permettre aux femmes d'ouvrir de petites entreprises durables (c'est-à-dire au-delà du calendrier de la programmation spécifique, comme on l'a vu dans le programme Eid bi Eid en Jordanie ; le programme de chaîne de valeur agroécologique au Maroc ; le projet sur la qualité de vie et l'autonomisation des femmes dans le nord de l'Amazonie, en Bolivie ; et le programme pour les travailleurs à domicile et les groupes exclus au Pakistan). Il est encourageant de constater que la plupart des évaluations ont indiqué que les bénéficiaires étaient satisfaits de la formation qu'ils ont suivie et des compétences acquises, en particulier pour les formations relatives aux moyens de subsistance. Par exemple, pour le programme de renforcement de la résilience des femmes et des filles syriennes et des communautés d'accueil (Madad) mis en œuvre en Iraq, en Jordanie et en Syrie, l'évaluation a révélé que la qualité de la formation sur les moyens de subsistance était élevée dans les trois pays, et que les participants ont apprécié les programmes et les ont trouvés très efficaces.

### **Bonnes pratiques**

32. Le développement des capacités institutionnelles et le renforcement des mécanismes existants sont fréquemment cités comme exemple de bonnes pratiques. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'accent mis par ONU-Femmes sur le renforcement des mécanismes d'interventions humanitaires sensibles au genre s'est avéré être une stratégie efficace. De même, le programme conjoint Hemayati (réalisé par le Fonds des Nations Unies pour la population [UNFPA], ONU-Femmes et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance [UNICEF]) destiné aux réfugiés syriens et aux populations vulnérables de Jordanie s'est concentré sur le renforcement des systèmes et procédures existants pour promouvoir la santé et le bien-être des femmes et des filles. Les évaluations qui ont fait état d'une forte probabilité de durabilité des résultats ont indiqué que le renforcement des capacités des institutions constituait une bonne pratique. Citons par exemple le programme Leadership, Empowerment, Access and Protection (LEAP) au Kenya, qui a renforcé la capacité institutionnelle d'Action Africa Help International sur les questions d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes grâce au recrutement d'un expert en la matière.

33. La fourniture d'un plan d'appui et d'une approche globale est une autre bonne pratique couramment mise en avant. L'approche holistique des programmes d'autonomisation économique des femmes adoptée par le bureau de pays du Népal combinait les compétences professionnelles avec la sensibilisation, le soutien à l'acquisition de connaissances, le développement du leadership et le soutien psychosocial pour le développement de compétences utiles au quotidien. En Bolivie, une approche exhaustive a été utilisée pour soutenir les activités des femmes indigènes en renforçant les capacités institutionnelles (adaptation des infrastructures, des machines, des équipements, des processus de travail, des dossiers médicaux, de la culture du travail, de la production orientée vers le marché) et les capacités individuelles (compétences techniques pour la transformation, connaissances et attitudes à l'égard de l'égalité des sexes et de la violence contre les femmes). Enfin, le modèle de « formation des formateurs » a été perçu comme étant important pour la durabilité. L'évaluation du projet d'autonomisation économique des femmes au Mozambique a révélé qu'une stratégie globale à plus long terme, allant au-delà de la

sensibilisation et des séances de formation, serait nécessaire pour accélérer la transformation des normes de genre.

34. Les enquêtes initiales et les évaluations participatives des besoins, réalisées avant le début des séances de formation et le lancement des activités de renforcement des capacités, ont également été présentées comme une bonne pratique, notamment pour garantir l'inclusion des groupes marginalisés. Au Pakistan, l'enquête initiale menée au début du projet d'autonomisation économique des travailleurs à domicile et des groupes exclus a apporté des données supplémentaires à la base de connaissances sur les personnes en situation de handicap dans le pays.

### **Obstacles**

35. En ce qui concerne l'obtention de résultats, la durée trop courte des interventions est l'obstacle le plus souvent cité. L'évolution des normes sociales est généralement très lente et nécessite plus de temps que ne l'autorisent les délais limités des différents projets. Bien que dans la plupart des cas la qualité des formations dispensées en collaboration avec ONU-Femmes ait été considérée comme élevée, certaines formations ont été perçues comme des interventions ponctuelles avec un suivi limité. Ce problème est particulièrement important dans le cadre des efforts déployés en faveur des femmes vulnérables, pour lesquelles la sensibilisation peut nécessiter davantage d'investissement et de temps. Les parties prenantes ont également noté qu'un appui technique continu est nécessaire dans différents domaines, notamment la budgétisation sensible au genre, et que des orientations de remise à niveau sont nécessaires pour garantir la réalisation des résultats attendus. Par ailleurs, un processus constant de renforcement des capacités ainsi qu'un plan global pour la durabilité faisaient défaut dans de nombreux programmes. Dans plusieurs évaluations, les bénéficiaires ont indiqué qu'ils avaient besoin d'être mieux formés et de manière plus régulière. Ils ont par ailleurs ajouté que les ateliers de formation étaient parfois réalisés trop hâtivement.

36. Le manque de suivi des résultats et de suivi post-formation constitue un autre obstacle. Les activités de renforcement des capacités et de formation intégraient des indicateurs au niveau des réalisations permettant de mesurer le nombre de parties prenantes touchées et le nombre de cours de formation dispensés, néanmoins il y a eu peu de suivi pour évaluer les variations des résultats ou de l'impact. Les rapports de suivi et d'évaluation ont eu tendance à se concentrer davantage sur les activités réalisées, plutôt que sur les résultats et les améliorations du bien-être. En l'absence de données de suivi, il est difficile de savoir quelles stratégies sont réellement efficaces et quelles composantes sont les plus importantes pour maximiser le bien-être des bénéficiaires ciblés. Par ailleurs, sans évaluation initiale, il est difficile de comprendre comment les bénéficiaires sont sélectionnés et de déterminer si les programmes permettent de soutenir les femmes les plus vulnérables. Plusieurs évaluations ont évoqué l'absence de suivi post-formation ou de plans d'évaluation pour les projets. Ajoutant que, même dans les cas où des tests étaient prévus avant et après les programmes, ceux-ci ne semblent pas avoir été utilisés pour évaluer l'efficacité des efforts déployés. Or, compte tenu de la popularité de la formation en tant qu'outil, ces efforts doivent être mesurés.

37. Il importe également de veiller à la pertinence de la formation vis-à-vis des différentes parties prenantes et à ce qu'elle s'appuie sur des évaluations exhaustives des besoins. De même, les bénéficiaires cibles devraient avoir leur mot à dire sur les

besoins de formation : dans quelques évaluations, les parties prenantes ont indiqué que le contenu était trop général, pas adapté au contexte local ou qu'il n'était pas proposé dans la langue de leur choix. Dès lors, une bonne traduction du matériel et des outils devrait être disponible dans toutes les langues locales pertinentes, en particulier lorsqu'il s'agit d'atteindre des bénéficiaires vivant dans des zones reculées. Enfin, certaines évaluations ont mis en lumière diverses difficultés administratives – responsables des retards dans la mise en œuvre – dues aux procédures des gouvernements/des partenaires de mise en œuvre ou d'ONU-Femmes.

## **D. Sensibilisation et mobilisation sociale**

### **Principales observations**

38. Plusieurs évaluations ont montré que les campagnes de sensibilisation soutenues par ONU-Femmes ont permis de mobiliser les femmes. En outre, des évaluations ont rapporté des exemples de campagnes fournissant un espace de discussion sur les normes sociales ouvert aux communautés. Par exemple, des campagnes ont mis en évidence les femmes parlementaires (au Malawi), d'autres ont activement soutenu la participation des femmes aux processus électoraux en les encourageant à voter et présenter leur candidature (en République de Moldova et au Népal). Des campagnes de sensibilisation à la violence à l'égard des femmes, notamment celles impliquant une approche pair-à-pair, ont été entreprises dans plusieurs pays (en Bosnie-Herzégovine, au Kirghizistan, au Malawi, au Mexique, en Turquie et dans les Balkans occidentaux). En Palestine, un projet visant à faire avancer la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies a été le premier à mener une campagne de sensibilisation sur la question. Dans les Caraïbes, les parties prenantes ont reconnu que les efforts d'ONU-Femmes ont conduit à une augmentation des dialogues au sujet de la violence basée sur le genre à l'échelle communautaire, lesquels ont été facilités par des séances de sensibilisation communautaire.

### **Nouer des alliances**

39. ONU-Femmes soutient la création d'alliances entre différents domaines de travail. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, la création d'associations des commerçants des marchés et la promotion de la voix des vendeuses précédemment marginalisées ont été l'un des effets transformateurs du programme « Port Moresby: A Safe City for Women and Girls » (Port Moresby : une ville sûre pour les femmes et les filles). Le programme d'ONU-Femmes en faveur de la participation des Syriennes dans le processus politique a permis à ces dernières de prendre part aux conférences et consultations et a débouché sur des déclarations finales à l'issue des conférences et sur une collaboration continue. De même, au Pakistan, les travailleurs à domicile ont été regroupés localement en « groupes d'intérêt » – dont la plupart sont restés actifs même après la fin des activités du projet – en vue de les sensibiliser à leurs droits. Au Nigéria, ONU-Femmes a joué un rôle important en faveur de la mobilisation des femmes et de la sensibilisation, notamment l'élimination des formes de violence à l'égard des femmes, la participation et le redressement politiques, la paix et la sécurité.

40. L'Entité a également tenté de nouer des alliances visant à mobiliser les hommes et les garçons pour l'égalité des sexes. En Jordanie, le projet Hemayati a sensibilisé les bénéficiaires masculins de la ville de Mafraq aux effets préjudiciables des

mariages d'enfants. Au Maroc, le projet en faveur de l'autonomisation économique des femmes qui s'appuie sur les chaînes de valeur agroécologiques pour une meilleure résilience aux changements climatiques a réussi à mobiliser les hommes et à les faire participer aux différentes activités. Si, au départ, quelques hommes étaient réticents à l'idée de soutenir les coopératives dirigées par des femmes, certains auraient désormais changé d'avis et contribuent directement au travail de la coopérative en accomplissant les tâches physiquement pénibles. De même, au Japon, la campagne HeForShe a réussi à mobiliser les hommes dans les activités de promotion de l'égalité des sexes. Le programme LEAP du Kenya s'est appuyé sur la participation des hommes et des garçons pour mieux sensibiliser les communautés à la prévention de la violence sexuelle et basée sur le genre et des moyens de la combattre.

41. Le travail d'ONU-Femmes avec les médias (y compris les médias sociaux) a été mis en avant dans plusieurs évaluations, notamment le renforcement des capacités des journalistes et des étudiants en journalisme pour améliorer la qualité des reportages sur les questions d'égalité des sexes (par exemple, la formation sur l'autonomisation économique des femmes pour la presse écrite, la radio et la télévision en ligne en Géorgie). En Ukraine, ONU-Femmes a collaboré avec les médias par le biais de campagnes de sensibilisation, notamment la campagne « 16 jours d'activisme pour mettre fin à la violence faite aux femmes » et la campagne HeForShe.

### **Bonnes pratiques**

42. Compte tenu de la portée des activités de sensibilisation menées par ONU-Femmes, un certain nombre de bonnes pratiques ont été mises en évidence dans les évaluations. La capacité de l'Entité à nouer et mobiliser avec succès des alliances est l'une des bonnes pratiques plus fréquemment citées. Par exemple, la campagne HeForShe a été identifiée dans les évaluations comme innovante parce qu'elle a touché et mobilisé un éventail d'acteurs « non traditionnels ». L'évaluation du Plan d'action national pour les femmes, la paix et la sécurité a révélé qu'il était essentiel de nouer le dialogue avec des acteurs différents de ceux qui sont directement impliqués afin de renforcer l'appropriation des programmes – ONU-Femmes a connu quelques succès en la matière.

43. Une autre force d'ONU-Femmes a été sa capacité à établir un dialogue politique avec des acteurs clés, auquel les ONG ou les organisations de la société civile peuvent ne pas avoir accès. ONU-Femmes a encouragé le lien entre les différents acteurs institutionnels aux niveaux central et local, les organisations de la société civile et le monde universitaire. Une bonne pratique connexe consistait à mobiliser des partenaires influant en tant qu'ambassadeur. Par exemple, le programme régional de solutions communautaires et de subventions nationales pour la promotion de l'égalité des sexes et la mobilisation des hommes et des garçons a révélé que le fait de travailler avec les acteurs du changement du Maroc, tels que les enseignants et les administrateurs, constituait un bon moyen de promouvoir un changement durable en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes. Par ailleurs, la formation des enseignants a permis de changer les pratiques institutionnelles. De plus, après avoir été formés, plusieurs enseignants ont choisi de lancer leur propre initiative visant à élargir les divers sujets relatifs en activités pratiques pour les étudiants. Au Liban, pour le même programme, la stratégie visant à cibler les leaders de jeunesse masculins et féminins s'est avérée efficace. Ce projet intégrait des étudiantes engagées dans des domaines non stéréotypés et présentait ces dernières comme des exemples positifs. Au Timor-Leste, ONU-Femmes a établi un partenariat avec des

organisations de femmes et des groupes communautaires dirigés par des femmes, bien placés pour défendre les processus de prévention des conflits et de consolidation de la paix tenant compte des questions de genre, y compris la mise en œuvre du Plan d'action national sur la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Au Malawi, pour les activités de sensibilisation, le projet pour l'élimination des mariages d'enfants s'est assuré le concours de partenaires bien établis et disposant de structures en place à l'échelle du pays, des districts et des communautés, dont des chefs traditionnels et religieux et des conseillers traditionnels. De même, en utilisant son modèle d'espace sécurisé, la Malawi Girls Guides Association s'est appuyée sur sa longue expérience pour identifier des filles ayant déjà dispensé une ou plusieurs formations aux compétences de vie aux survivantes du mariage d'enfants. En raison de la résistance culturelle aux changements, il est nécessaire d'impliquer davantage les responsables communautaires afin d'inciter les communautés à évoluer sur ces questions.

44. La réputation et l'expérience d'ONU-Femmes en matière de sensibilisation constituent, elles aussi, des facteurs favorables. Les membres du personnel d'ONU-Femmes sont connus pour leur activisme et sont bien placés pour mobiliser les acteurs publics et privés par leurs efforts de communication. L'Entité a facilité les débats sur diverses questions sensibles et sujettes à contestation et a pu rassembler un éventail de parties prenantes en agissant comme un intermédiaire neutre. ONU-Femmes a maintenu des consultations permanentes avec la société civile, ce qui constitue une valeur ajoutée reconnue par les agences gouvernementales, les ONG, les donateurs et les autres organismes des Nations Unies.

### **Obstacles**

45. L'un des principaux obstacles à la réussite des campagnes de sensibilisation réside dans la portée limitée de celles-ci en termes d'engagement des groupes les plus marginalisés et de mobilisation d'un éventail d'alliés. Les évaluations ont souligné de manière répétitive la nécessité de nouer diverses alliances afin de faire évoluer les hiérarchies de pouvoir dans les relations entre les femmes et les hommes.

46. La durée quelque peu limitée des engagements constitue un autre obstacle. Compte tenu de la lenteur des processus de changement de comportement, la participation continue aux activités de plaidoyer est essentielle et nécessite plus que des formations ponctuelles et des campagnes de mobilisation. En effet, il importe de déployer des efforts sur le long terme et à plusieurs niveaux pour transformer les attitudes, les comportements et les barrières culturelles établies. Plusieurs évaluations ont rapporté que des parties prenantes ont demandé des engagements plus longs de la part d'ONU-Femmes, notamment en matière de sensibilisation.

47. Le suivi des résultats est un autre domaine clé qui peut être amélioré. Cet élément est particulièrement important, car la sensibilisation est considérée comme le point fort d'ONU-Femmes dans les différents domaines thématiques. L'Entité devrait s'efforcer d'aller au-delà du simple suivi des apports et des produits. Cela permettrait à ONU-Femmes de répondre à des questions sur ce qui se passe une fois qu'une intervention est terminée, d'identifier les stratégies qui fonctionnent le mieux en termes de durabilité, et de savoir si les parties prenantes continuent ou non de mettre en œuvre et de soutenir les interventions.



### III. Possibilités et perspectives d'avenir

48. Sur la base des éléments probants des évaluations, les idées suivantes sont apparues comme des possibilités d'amélioration du soutien fourni par ONU-Femmes.

#### **Compléter l'appui normatif par un soutien renforcé à la mise en œuvre de normes et de règles visant à protéger les droits des femmes**

49. ONU-Femmes dispose d'une expérience extensible en matière de renforcement des cadres normatifs pour l'intégration des questions de genre grâce au soutien intergouvernemental et au soutien normatif intégré – en témoigne la contribution de l'Entité aux lois et aux politiques sensibles au genre, à l'inclusion des groupes de femmes dans les négociations intergouvernementales et au soutien à la création de services chargés des questions relatives à l'égalité des sexes au sein des gouvernements. Pour que les politiques et les lois améliorent les conditions de vie des femmes et des filles, il faut qu'ils soient mis en œuvre concrètement. Différents facteurs peuvent entraver le processus de mise en œuvre, notamment les normes sociales discriminatoires, un manque de ressources ou encore un contexte politique difficile. La mise en œuvre est un travail de longue haleine qui nécessite le concours de multiples partenaires et qui dépasse les cycles typiques du travail fondé sur des projets.

50. Afin de tirer parti de son large éventail d'initiatives dans l'espace normatif, ONU-Femmes devrait s'efforcer de planifier des projets de plus longue durée pour soutenir la mise en œuvre et le suivi des cadres et des politiques. Dans plusieurs évaluations, la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre de ces cadres a été soulignée comme une des principales contraintes. ONU-Femmes pourrait redoubler d'efforts en vue d'obtenir un soutien financier continu pour la mise en œuvre de ces lois et politiques essentielles à la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

#### **Améliorer l'évaluation des effets et du suivi des résultats, au-delà des apports et des produits, en particulier dans les domaines où les investissements et les efforts déployés sont importants**

51. ONU-Femmes a pris part à plusieurs initiatives de renforcement des capacités et de sensibilisation et a, ainsi, touché un nombre important de femmes, de filles et d'alliés. Cependant, le suivi de ces activités s'est limité au nombre de parties prenantes touchées, avec une mesure inadéquate des effets à moyen et long terme ainsi que du changement en profondeur apporté par ces efforts. Les évaluations ont presque toutes souligné la nécessité pour ONU-Femmes d'améliorer le suivi et la mesure de l'impact de son soutien, en particulier pour le renforcement des capacités, la formation et la sensibilisation.

52. ONU-Femmes devrait envisager une approche systématique des évaluations d'impact, cela permettra d'obtenir des éléments de preuve pertinents et crédibles sur ce qui fonctionne et sur la façon dont ses efforts améliorent la vie des femmes et des filles. La mesure de l'impact fournirait également des informations utiles pour étendre ou modifier les initiatives clés et identifier les éléments de programme qui ont produit les résultats attendus. Enfin, ONU-Femmes pourrait s'appuyer sur des méthodes davantage fondées sur des éléments probants pour démontrer son impact et prendre des décisions clés sur la façon d'améliorer, d'étendre et de renforcer ses initiatives.

**Mettre l'accent sur les principaux domaines stratégiques et travailler en partenariat pour fournir un soutien à long terme et établir des mesures de durabilité**

53. Compte tenu de la durée trop courte de nombreuses interventions et programmes soutenus par ONU-Femmes, l'Entité devrait élaborer des stratégies de sortie et des plans à long terme, en particulier pour les domaines thématiques et les zones géographiques clés. Ces mesures pourraient prendre plusieurs formes, par exemple le soutien aux activités de collecte de fonds pour les engagements de longue durée, la promotion des responsables nationaux ou encore le renforcement des capacités des organisations nationales. Une autre source de préoccupation était que l'échelle de certaines interventions était trop petite pour produire des effets transformateurs. ONU-Femmes pourrait s'engager davantage dans l'intensification ou la consolidation de ses programmes et de ses projets.

54. L'Entité pourrait également renforcer son impact en élargissant ses partenariats stratégiques avec les Nations Unies et d'autres organisations, y compris les entreprises privées, en vue de soutenir les programmes conjoints qui exploitent les forces de chaque partie prenante. Notons qu'ONU-Femmes a déjà réussi à mettre en œuvre des programmes conjoints et que cela pourrait lui permettre d'étendre sa portée et d'améliorer son rendement.

**Développer des approches globales qui font appel à des engagements multisectoriels et qui intègrent une combinaison d'activités de sensibilisation, de renforcement des capacités, de formation et de soutien normatif**

55. Les engagements multisectoriels ont permis d'augmenter les effets des activités de renforcement des capacités et du soutien politique/normatif. Il pourrait être intéressant pour ONU-Femmes d'envisager de développer davantage les approches globales qui soutiennent les campagnes ou le travail de renforcement des capacités par le biais de la formation et de la mise en œuvre de programmes complémentaires. Les approches globales sont essentielles à la réalisation de changements transformateurs durables dans les attitudes et les comportements qui font obstacle à l'exercice par les femmes de leurs droits fondamentaux. Par exemple, les campagnes de sensibilisation pourraient être soutenues par des stratégies d'appui politique à plus long terme. De même, le travail normatif pourrait être soutenu par des initiatives communautaires adaptées au contexte.

**Améliorer l'utilisation des données, de la recherche et des évaluations normalisées des besoins en matière de genre**

56. ONU-Femmes a aidé les gouvernements à renforcer leur base de données sur le genre et a plaidé pour l'utilisation de statistiques sur le genre pour suivre la réalisation et la mise en œuvre des objectifs de genre inclus dans les ODD. L'Entité a également produit et soutenu des recherches et des travaux très pertinents dans l'optique de renforcer les capacités nationales en matière de recherche et de données sur les politiques sensibles au genre. ONU-Femmes pourrait reproduire ces initiatives dans plus de pays, et améliorer l'utilisation interne des données et des protocoles normalisés d'évaluation des besoins pour ses programmes, projets et engagements.

#### IV. Annexe 1 : Liste des évaluations prises en compte dans la métasynthèse

Région	Bureau/ division	Titre de l'évaluation	Type	Année
Amérique s et Caraïbes	Bolivie	« Alianzas estratégicas para la igualdad de género y el empoderamiento de las mujeres en Bolivia 2014-2017 »	Évaluation du programme/ projet	2019
	Guatemala	Évaluation du portefeuille national	Évaluation du portefeuille national	2019
	Mexique	Évaluation finale de la note stratégique sur le Mexique 2014-2019	Évaluation du portefeuille national	2019
	Bolivie	Évaluation finale du « Projet d'amélioration de la qualité de vie et d'autonomisation des femmes dans la région nord de l'Amazonie »	Évaluation du programme/ projet	2020
	Brésil	Évaluation régionale à mi-parcours du programme régional : « Win-Win: Gender Equality Means Good Business »	Évaluation du programme/ projet	2020
	Chili	Programa originarias: « Empoderamiento de las mujeres indígenas del norte de Chile para el desarrollo sostenible » 2016-2018	Évaluation du programme/ projet	2020
	Colombie	Évaluation du portefeuille national	Évaluation du portefeuille national	2020
	El Salvador	Évaluation du portefeuille national	Évaluation du portefeuille national	2020
	El Salvador	Femmes et politiques municipales en faveur de l'égalité et de l'élimination de la violence à El Salvador	Évaluation du programme/ projet	2020
	Guatemala	Évaluation finale du projet intitulé « Realizing the transformational effect of the Sepur Zarco reparation sentence to break the continuum of conflict and post-conflict related sexual and other forms of violence against women »	Évaluation conjointe	2020
	Mexique	Évaluation à mi-parcours du Center of Excellence on Gender Statistics	Évaluation du programme/ projet	2020
	Bureau multipays pour les Caraïbes (Barbade)	Programme de mobilisation sociale pour l'élimination des violences fondées sur le genre dans les Caraïbes (2014-2017 et 2018)	Évaluation du programme/ projet	2020
	Paraguay	Évaluation du portefeuille national	Évaluation du portefeuille national	2020

<b>États arabes</b>	Bureau régional pour les Amériques et les Caraïbes (Panama)	Évaluation régionale sur l'autonomisation économique des femmes (2015-2019)	Évaluation régionale/thématique	2020
	Bureau régional pour les États arabes (Égypte)	Évaluation formative des actions menées à l'échelle communautaire et nationale en vue de promouvoir l'égalité des sexes et la participation des hommes et des garçons	Évaluation du programme/projet	2019
	Jordanie	Évaluation finale du programme Eid Bi Eid I et II d'ONU-Femmes : rapport d'évaluation – version finale	Évaluation du programme/projet	2019
	Jordanie	Évaluation du programme conjoint « Hemayati : promouvoir la santé et le bien-être des femmes et des filles »	Évaluation conjointe	2019
	Jordanie	Évaluation finale de la stratégie nationale en faveur des femmes et analyse de la situation des droits des femmes et de l'égalité des sexes en Jordanie	Évaluation nationale	2019
	Bureau multipays pour le Maghreb (Maroc)	Évaluation du projet « Appui à l'autonomisation économique des femmes à travers la promotion de la chaîne de valeur agroécologique pour une meilleure résilience au changement climatique »	Évaluation du programme/projet	2019
	Bureau multipays pour le Maghreb (Maroc)	Évaluation du projet « Accès aux services judiciaires pour les femmes et enfants victimes de la traite humaine au Maroc »	Évaluation du programme/projet	2019
<b>Asie et Pacifique</b>	Palestine	Évaluation finale du projet d'ONU-Femmes « Faire avancer la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU dans les territoires palestiniens occupés »	Évaluation du programme/projet	2019
	Bureau régional pour les États arabes (Égypte)	Évaluation à mi-parcours du projet d'ONU-Femmes « Soutenir la participation des femmes syriennes au processus politique syrien – Fédérer au niveau national en vue de bâtir un programme pour la paix »	Évaluation du programme/projet	2019
	Bangladesh	Évaluation du portefeuille national	Évaluation du portefeuille national	2019
	Népal	Évaluation thématique du programme d'autonomisation économique des femmes	thématique	2019
	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Évaluation du programme intitulé « Port Moresby: A Safe City for Women and Girls » (Port Moresby : une ville sûre pour les femmes et les filles)	Évaluation du programme/projet	2019
	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Évaluation du portefeuille national	Évaluation du portefeuille national	2019
	Bureau régional d'ONU-Femmes pour l'Asie et le Pacifique (Thaïlande)	Évaluation du portefeuille de programmes en Asie et dans le Pacifique	Évaluation du portefeuille national	2019

	Bureau de liaison du Japon	Évaluation finale du projet « Raising awareness of gender equality among young people » au Japon	Évaluation du programme/ projet	2020
	Bureau multipays pour l'Inde, le Bhoutan, les Maldives et le Sri Lanka	Évaluation finale de « From opportunities to capacities: a multi-sectoral approach to enhancing gender-responsive governance »	Évaluation du programme/ projet	2020
	Pakistan	« Economic Empowerment of Women Home-Based Workers and Excluded Groups in Pakistan » – avril 2017-août 2020	Évaluation du programme/ projet	2020
	Bureau multipays pour l'Inde, le Bhoutan, les Maldives et le Sri Lanka	Évaluation finale du projet « Addressing Sexual Bribery Experienced by Female Heads of Households, including Military Widows and War Widows in Sri Lanka to Enable Resilience and Sustained Peace »	Évaluation conjointe	2020
	Timor-Leste	Évaluation de la contribution d'ONU-Femmes à la mise en œuvre du plan d'action national du Timor-Leste concernant la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes et la paix et la sécurité (2016-2020)	thématique	2020
	Viet Nam	Évaluation du portefeuille national et audit	Évaluation du portefeuille national	2020
<b>Transrégional</b>	Bureau régional pour les États arabes et Bureau régional pour l'Europe et l'Asie centrale	Évaluation de « Strengthening the Resilience of Syrian Women and Girls and Host Communities Programme: EU MADAD Programme »	Évaluation régionale/ thématique	2020
<b>Afrique de l'Est et Afrique Australe</b>	Éthiopie	Évaluation du programme conjoint sur l'autonomisation économique des femmes en milieu rural en Éthiopie : Évaluation de fin de rapport	Évaluation du programme/ projet	2019
	Kenya	Évaluation finale du projet « Intégrer une perspective de genre dans les opérations de soutien à la paix » en Afrique orientale	Évaluation du programme/ projet	2019
	Malawi	Évaluation finale du projet intitulé « Advancing and Sustaining Gender Based Governance » (Promouvoir et maintenir une gouvernance tenant compte des questions de genre)	Évaluation du programme/ projet	2019
	Malawi	Évaluation à mi-parcours du programme d'autonomisation des femmes	Évaluation du programme/ projet	2019
	Mozambique	Évaluation finale du projet d'autonomisation économique des femmes à Gaza	Évaluation du programme/ projet	2019
	Zimbabwe	Évaluation finale du programme pour l'égalité des genres, la paix et la sécurité au Zimbabwe	Évaluation du programme/ projet	2019

<b>Europe et Asie centrale</b>	Éthiopie	Évaluation à mi-parcours de « Programme on Increased Participation and Representation of Women in Leadership in Ethiopia: The Road to Equitable Development »	Évaluation du programme/ projet	2020
	Éthiopie	Évaluation à mi-parcours de l'initiative « Les jeunes africaines savent coder »	Évaluation du programme/ projet	2020
	Kenya	Rapport d'évaluation du programme « Women's Leadership, Empowerment, Access & Protection in Crisis Response (LEAP): Promoting the Empowerment of Women and Girls within the Humanitarian-Development Nexus in Kenya »	Évaluation du programme/ projet	2020
	Malawi	Évaluation finale du projet du programme d'élimination du mariage des enfants en Inde, au Brésil et en Afrique du Sud (IBAS) intitulé « Eliminating Child Marriages in Malawi and Zambia and Offering Scholarships to Child Marriage Survivors – Pilot Project »	Évaluation du programme/ projet	2020
	Ouganda	Évaluation du portefeuille national	Évaluation du portefeuille national	2020
	Bosnie-Herzégovine	Évaluation finale du projet « Normes et mesures mises en place pour éliminer les violences faites aux femmes et la violence domestique en Bosnie-Herzégovine »	Évaluation du programme/ projet	2019
	Géorgie	Programme conjoint des Nations Unies pour l'égalité des genres : systématisations des résultats finaux	Évaluation conjointe	2019
	Bureau régional pour l'Europe et l'Asie centrale (Turquie)	Évaluation du plan d'action national de la Serbie pour l'égalité des genres	Évaluation nationale	2019
	Ukraine	Évaluation à mi-parcours du projet intitulé « Enhancing Accountability for Gender Equality and Women's Empowerment in National Reforms, Peace and Security » (Accroître la responsabilité en matière d'égalité des genres et d'autonomisation des femmes dans les réformes nationales et dans le domaine de la paix et de la sécurité)	Évaluation du programme/ projet	2019
	Bosnie-Herzégovine	Évaluation du portefeuille national	Évaluation du portefeuille national	2020
Bureau régional pour l'Europe et l'Asie centrale	Évaluation finale du programme intitulé « Ending violence against women in the Western Balkans and Turkey: Implementing norms, changing minds »	Évaluation régionale/ thématique	2020	

<b>Service indépendant d'évaluation (SIE)</b>	Géorgie	Évaluation finale du projet intitulé « A Joint Action for Women's Economic Empowerment in Georgia »	Évaluation du programme/projet	2020
	Kirghizistan	Évaluation finale du programme intitulé « Across Generation and Gender Borders: Communities Combatting Gender-Based Violence in Kyrgyzstan »	Évaluation du programme/projet	2020
	SIE	Évaluation institutionnelle de la contribution d'ONU-Femmes au leadership et à la participation politique des femmes	Évaluation institutionnelle	2018
	SIE	Une méta-analyse des évaluations gérées par ONU-Femmes en 2017	Évaluation institutionnelle	2018
	SIE	Métasynthèse des évaluations d'ONU-Femmes en 2017-2018	Évaluation institutionnelle	2019
	SIE	Évaluation institutionnelle thématique de la contribution d'ONU-Femmes à la gouvernance et à la planification nationale	Évaluation institutionnelle	2019
	SIE	Évaluation institutionnelle thématique de la contribution d'ONU-Femmes en matière d'action humanitaire	Évaluation institutionnelle	2019
	SIE	Évaluation de l'efficacité et de l'efficience des initiatives programmatiques phares d'ONU-Femmes et des priorités thématiques du Plan stratégique 2018-2021	Évaluation institutionnelle	2020
	SIE	Évaluation institutionnelle de l'appui apporté par ONU-Femmes aux plans d'action nationaux sur les femmes et la paix et la sécurité	Évaluation institutionnelle	2020
	<b>Afrique de l'Ouest et centrale</b>	Libéria	Évaluation finale du projet intitulé « Inclusive Security: Nothing for Us Without Us »	Évaluation du programme/projet
Mali		Évaluation de la Note stratégique d'ONU Femme Mali 2014-2019	Évaluation du portefeuille national	2019
Sierra Leone		Évaluation du projet intitulé « Improving Women's Participation in Political Processes as Peace building Ambassadors » (Accroître la participation des femmes aux processus politiques en tant qu'ambassadrices de la consolidation de la paix)	Évaluation du programme/projet	2019
République centrafricaine		Évaluation du projet intitulé « Promotion de la participation politique et leadership de la femme dans la consolidation de la paix en République Centrafricaine »	Évaluation conjointe	2020
Nigéria		Évaluation du portefeuille national	Évaluation du portefeuille national	2020

<b>Siège</b>	Fonds pour l'égalité des sexes	Independent Global Programme Evaluation of the Fund for Gender Equality, 2009-2017 (Évaluation indépendante du Fonds pour l'égalité des sexes portant sur la période 2009-2017)	Évaluation globale	2018
	Division des politiques	Évaluation finale du portail de connaissances sur l'autonomisation économique des femmes (Empower Women)	Évaluation globale	2018

## V. Annexe 2 : Types de soutien apporté par ONU-Femmes

Type de soutien/fonction	Description
<b>Soutien normatif intergouvernemental</b>	Aider les gouvernements et les parties prenantes à se conformer aux normes et aux règles mondiales en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes et à mesurer les progrès réalisés dans leur mise en œuvre. Par exemple, le soutien aux préparatifs et au suivi de la Commission de la condition de la femme ou aux rapports de la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) entrerait dans cette catégorie. Le soutien aux examens nationaux exhaustifs de la mise en œuvre du programme d'action de Beijing (Beijing+25) entre également dans cette catégorie.
<b>Appui normatif intégré</b> ( <i>dans le cadre des activités opérationnelles</i> )	L'appui normatif intégré pour la mise en œuvre, le suivi et l'établissement de rapports sur les accords, les normes et les règles mondiales (traduire les normes et règles mondiales en cadres nationaux, y compris les lois, les politiques et les programmes, en s'appuyant sur les éléments de preuve existants, les meilleures pratiques et les dernières connaissances en matière de politiques).
<b>Conseils de politique intégrée</b>	Soutenir les efforts des pays pour intégrer les objectifs de développement durable (ODD) dans les plans et les budgets nationaux et locaux.
<b>Renforcement des capacités et assistance technique</b>	Bien que le renforcement des capacités puisse avoir une définition plus large qui englobe d'autres types de soutien, il doit être compris dans ce contexte comme une activité visant à renforcer directement les capacités nationales à l'appui des résultats dans des domaines thématiques spécifiques par le biais de formations, d'ateliers axés sur l'apprentissage, de soutien à l'apprentissage à long terme, de développement de l'expertise nationale, etc.
<b>Sensibilisation et mobilisation sociale</b>	Obtenir un appui public et/ou politique en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes au sens large ou sur des aspects précis, comme réaliser des actions de sensibilisation, conclure des alliances, mobiliser les parties concernées et sensibiliser les acteurs moins acquis à la cause.



<b>Système de coordination des Nations Unies</b>	Faire appel au système des Nations Unies en vue de la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans le cadre de leurs activités par la responsabilisation, l'intégration de la dimension de genre, la programmation conjointe ainsi que le renforcement institutionnel pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.
--	---

Source : Notes d'orientation du Plan d'action national d'ONU-Femmes pour 2019.